

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 97 — 183

[35106]

17 DECEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 1993 fixant la réglementation générale relative à l'octroi d'autorisations et d'agrèments par le « Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap » (Fonds flamand pour l'Intégration sociale des Personnes handicapées)

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 27 juin 1990 portant création d'un « Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap », notamment les articles 45, 46, 49 et 68;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 1993 fixant la réglementation générale relative à l'octroi d'autorisations et d'agrèments par le « Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap », notamment l'article 25 et 27;

Vu l'avis du Conseil d'Administration du « Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap », rendu le 24 septembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 10 décembre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de régler sans délai la poursuite pénale de toutes les structures agréées qui ne respectent pas les règles d'autorisation et d'agrèment;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 1993 fixant la réglementation générale relative à l'octroi d'autorisations et d'agrèments par le « Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap », est ajouté un § 3 libellé comme suit :

« § 3. Les dispositions du Chapitre 1^{er} sont applicables à l'exploitation et la mise en service d'une structure qui était agréée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté en exécution de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés ou de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés et dont l'agrèment est retiré à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. »

Art. 2. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

F. 97 — 184

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

[5 - C - 96/29448]

4 NOVEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 43;

Vu la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mars 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mai 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Siège et composition du jury*

Article 1^{er}. Il est créé un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française chargé de conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel.

Le jury est divisé, pour le premier cycle, par année d'études et, pour le second cycle, en chacune des sections ou options « ingénieur industriel » et par année d'études.

Le siège du jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. Le jury peut également organiser des épreuves ou des examens avec délibération en dehors de cet arrondissement, si les nécessités l'exigent.

Art. 2. Le jury est composé :

- 1° du président et du vice-président;
- 2° du secrétaire et du secrétaire adjoint;
- 3° de membres.

Art. 3. § 1^{er}. Le président et le vice-président sont choisis parmi les membres de l'Inspection de l'enseignement secondaire supérieur et de l'enseignement supérieur non universitaire organisés par la Communauté française ou parmi le personnel directeur des établissements d'enseignement supérieur, en activité de service ou retraités.

§ 2. Les membres sont choisis parmi les membres du personnel enseignant de l'enseignement supérieur de type long, en activité de service ou retraités.

Ils sont choisis pour moitié dans le personnel de l'enseignement officiel et pour moitié dans le personnel de l'enseignement libre.

§ 3. Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont choisis, de préférence, parmi les membres du jury et sur proposition du président.

Lorsqu'ils ne sont pas choisis parmi les membres du jury, le secrétaire et le secrétaire adjoint ont voix consultative.

Art. 4. Les président, vice-président, secrétaire, secrétaire adjoint et membres sont nommés pour une période de deux ans par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Art. 5. Avant chaque session d'examen, le président fixe la composition des divisions visées à l'article, 1^{er}, alinéa 2, en se conformant aux règles suivantes :

- 1° les membres visés à l'article 2, 1° et 2°, siègent dans chacune des divisions du jury;
- 2° tout membre du jury qui est chargé d'interroger des candidats siège dans la division compétente pour l'épreuve considérée;

CHAPITRE II. — Fonctionnement du jury

Art. 6. Le président veille à la régularité des examens et préside les délibérations.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé, en premier ordre, par le vice-président et, en second ordre, par le membre présent le plus âgé.

Art. 7. Le secrétaire convoque les candidats, tient les écritures et les procès-verbaux.

En cas d'absence du secrétaire, celui-ci est remplacé par le secrétaire adjoint.

Art. 8. Le jury délibère par section ou option et par année d'études, à huis clos, sur les résultats des examens et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

La présence de la majorité des membres du jury de la section ou de l'option ainsi constitué est requise pour délibérer.

Si le quorum requis n'est pas atteint à la première réunion du jury ainsi constitué, celui-ci délibère valablement à la seconde réunion lorsqu'au moins 25 % de ses membres sont présents.

Toutefois, le nombre minimal de membres présents peut en aucun cas être inférieur à cinq, président compris.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le membre du jury ne possède de voix délibérative dans la division au sein de laquelle il siège que si, pour la session considérée, il y a interrogé des candidats.

Art. 9. Aucun membre du jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à une quelconque décision, lorsque le candidat est son conjoint, un parent ou un allié jusque et y compris le quatrième degré.

Si le président se trouve dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, il est remplacé, en premier ordre, par le vice-président et en second ordre, par le membre présent le plus âgé.

Art. 10. Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre. Ils sont signés par le président, le secrétaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registres des présences.

Ces archives sont conservées par la Direction générale de l'enseignement supérieur.

CHAPITRE III. — Organisation des examens

Section 1^{re} — Sessions d'examens et conditions d'admission

Art. 11. Deux sessions d'examen ont lieu annuellement, l'examen étant l'ensemble des épreuves d'une même année d'études, l'épreuve étant l'opération de vérification des connaissances pour une matière déterminée.

Le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions ou son délégué fixe les dates et l'ordre détaillé de chaque session.

Art. 12. Toute personne peut se présenter aux examens, sans distinction du lieu où elle a étudié.

Art. 13. Nul n'est admis au premier examen du grade de candidat ingénieur industriel s'il ne remplit pas les conditions requises pour être admis dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice.

Nul n'est admis au second examen du grade de candidat ingénieur industriel s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, le premier examen de ce grade.

Nul n'est admis au premier examen du grade d'ingénieur industriel s'il n'est porteur du diplôme de candidat ingénieur industriel depuis une année académique au moins.

Nul n'est admis au second examen du grade d'ingénieur industriel s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, le premier examen de ce grade.

Les candidats ajournés par un institut supérieur industriel, organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent plus se présenter au cours de la même session devant le Jury de la Communauté française.

Les candidats refusés par un institut supérieur industriel, organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent se représenter qu'après l'expiration d'une année académique devant le jury de la Communauté française.

Art. 14. Nul n'est autorisé à s'inscrire à plus de quatre reprises aux épreuves d'un même examen du jury. Toutefois le Ministre ou son délégué peut, sur avis favorable du jury restreint tel que défini à l'article 25, alinéa 3, autoriser une inscription supplémentaire aux deux sessions d'une même année d'études, lorsque les circonstances exceptionnelles invoquées le justifient.

Section 2 - Inscriptions

Art. 15. Un appel aux candidats est publié chaque année au *Moniteur belge*. Les périodes d'inscription y sont précisées.

Art. 16. Les demandes d'inscription sont adressées par écrit et sous pli recommandé au Directeur général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Aucune demande d'inscription ne sera reçue en dehors des délais fixés.

Art. 17. Les formulaires d'inscription sont fournis sur simple demande adressée à la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Art. 18. Lors de l'inscription, les candidats doivent fournir les documents ou renseignements suivants :

- 1° un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;
- 2° un extrait d'acte de naissance;
- 3° l'original de la preuve du paiement du droit d'inscription;
- 4° l'indication du programme d'un institut supérieur industriel, organisé ou subventionné par la Communauté française, sur lequel le candidat désire être interrogé;
- 5° l'indication précise de l'année d'études et des options éventuelles sur lesquelles porte l'examen;
- 6° pour le candidat au premier examen de candidature, la copie certifiée conforme du ou des titres prévus à l'article 12, alinéa 1^{er} ou, à défaut, un ou des certificats provisoires, étant entendu que la délibération concernant le candidat ne peut avoir lieu que sur présentation du ou des titres dûment homologués conformément aux articles 9 et 10 des lois de collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, ou du certificat officiel d'équivalence du ou des titres obtenus à l'étranger;

pour le candidat aux examens des années suivantes, la copie certifiée conforme du certificat attestant qu'il a subi avec succès l'examen sur les matières de l'année d'études antérieure;

7° une attestation de trois semaines de stage (quinze jours effectifs) pour les candidats présentant l'examen de 2^e candidature ou celui de la 2^e année du second cycle;

8° la copie d'une pièce d'identité.

Lors du passage de la première épreuve, la présentation du document original sera exigée et, pour les candidats de nationalité étrangère, l'original du visa ou du permis de séjour, en ordre de validité;

9° des exemplaires du mémoire ou travail de fin d'études qui sera défendu par le candidat inscrit au second examen du grade d'ingénieur industriel.

Chaque année, le Ministre ou son délégué détermine le nombre et les délais dans lesquels les documents visés à l'alinéa 1^{er}, 9°, doivent être remis au jury.

Section 3 - Matières de l'examen

Art. 19. Les matières de l'examen sont celles figurant au programme de l'année académique en cours des instituts supérieurs industriels organisés ou subventionnés par la Communauté française, choisi par le candidat.

Section 4 - Déroulement des épreuves

Art. 20. Le président ouvre et clôture les sessions, arrête l'ordre des travaux, convoque les membres et prend toutes les dispositions utiles au déroulement des épreuves.

Le président peut déléguer son pouvoir de convocation au secrétaire.

Art. 21. Le président détermine les matières donnant lieu à une épreuve écrite ou à une épreuve orale.

Art. 22. Les épreuves écrites se déroulent à huis clos. Les candidats sont surveillés par des membres désignés par le président et ne peuvent avoir aucune communication entre eux, ni avec l'extérieur.

Le travail écrit ne peut porter aucune indication de nature à identifier le candidat.

Le président charge un nombre égal de membres de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre de corriger et de noter d'un commun accord les travaux écrits.

Art. 23. Les épreuves orales sont publiques.

Art. 24. Le jury ajourne ou refuse immédiatement le candidat convaincu de fraude en première session; dans le même cas, il le refuse en deuxième session.

Section 5 - Sanction des examens

Art. 25. Il est dressé procès-verbal du résultat de la délibération. Ce procès-verbal mentionne le mérite du candidat, il atteste que les prescriptions réglementaires quant à la publicité de l'examen et à la durée des études ont été observées.

Il en est donné lecture publiquement.

En cas de contestation relative à une erreur matérielle, le président ou son délégué, saisi dans un délai maximum de quatre jours ouvrables après la proclamation publique des résultats, réunit un jury restreint composé du président, du secrétaire et de deux membres du jury de délibération, dont l'un appartient à l'enseignement officiel et l'autre à l'enseignement libre.

Ce jury restreint statue sur le cas litigieux, dans un délai de quarante-huit heures.

Art. 26. § 1^{er}. Les candidats qui n'ont pas répondu de manière satisfaisante sont ajournés ou refusés par le jury en première session et refusés en deuxième session.

Le candidat ajourné peut se représenter en seconde session.

Le candidat refusé ne peut se représenter qu'après l'expiration d'une année académique.

§ 2. Le candidat qui, régulièrement inscrit à une session d'examen, ne présente pas l'ensemble des épreuves dont il n'est pas dispensé, est refusé.

Si, toutefois, il invoque, lors de la première session, un motif d'empêchement que le jury juge légitime, il est excusé et assimilé aux candidats ajournés sans dispenses.

Art. 27. Répondent de manière satisfaisante les candidats qui ont obtenu la moitié des points dans chaque matière et 60 % du total des points.

Le jury délibère collégalement et souverainement sur la réussite, l'ajournement ou le refus des autres candidats ainsi que sur l'attribution des mentions.

Ces mentions sont : d'une manière satisfaisante, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction.

Elles s'obtiennent généralement si le résultat global du candidat atteint respectivement : soixante, septante, quatre-vingts ou nonante pour cent du total des points de l'examen.

Pour la détermination des résultats de l'examen, le jury fixe un coefficient de pondération aux résultats de chaque épreuve. Ces coefficients sont communiqués aux candidats avant le début de la session.

Art. 28. En cas de réussite en Belgique ou à l'étranger d'une ou de plusieurs années d'études d'enseignement supérieur, des dispenses d'épreuves peuvent être accordées par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions ou par son délégué, après avis de l'Inspection de l'Enseignement supérieur.

Pour la seconde session, le jury peut dispenser le candidat qu'il ajourne de représenter les épreuves réussies avec 60 % des points au moins, pour autant que celui-ci ait participé à l'ensemble des épreuves de la première session et présente le même programme.

Le jury peut dispenser de certaines épreuves le candidat qui, ayant échoué au jury, s'y réinscrit, l'année suivante, pour y présenter la même année d'études, dans les limites et conditions énoncées ci-après :

1° le candidat doit avoir présenté au moins une session complète, sauf dispenses accordées pour certaines épreuves, et avoir obtenu au moins 50 % du total des points;

2° le candidat doit présenter le même programme;

3° les notes obtenues pour les épreuves faisant l'objet d'une dispense doivent être égales à 12/20 au moins;

4° l'importance des points faisant l'objet d'une éventuelle dispense ne peut excéder le quart du total des points de l'examen.

Art. 29. Les diplômes sont rédigés de la manière fixée par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Ils mentionnent les matières qui ont fait l'objet de l'examen et attestent que les prescriptions réglementaires quant à la durée des études et à la publicité de l'examen ou des épreuves ont été observées.

Ils sont signés par les membres du jury et attestent que le candidat a subi l'examen d'une manière satisfaisante avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction.

Art. 30. Un extrait du registre des délibérations, confirmant qu'un diplôme a été délivré, peut être obtenu sur production du récépissé d'un versement de 250 F au compte du Comptable des recettes du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 31. Les membres du jury reçoivent une indemnité de vacation fixée comme suit :

1° le président et le vice-président : F 225 par jour

2° le secrétaire et le secrétaire adjoint : F 200 par jour

3° les membres : F 165 par jour.

Si la journée dépasse six heures, l'heure supplémentaire est rémunérée de la manière suivante :

1° pour le président et le vice-président : F 45.

2° pour le secrétaire et secrétaire adjoint : F 40.

3° pour les membres : F 30.

Art. 32. Le montant des indemnités dues au président, au vice-président, au secrétaire, au secrétaire adjoint et aux membres du chef des frais de route et de séjour est respectivement calculé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, étant entendu que leur résidence administrative" reste le lieu où ils occupent l'emploi requis par l'article 3 du présent arrêté et qu'ils sont réputés classés dans le rang 14.

La notion de résidence administrative ne s'applique pas aux retraités.

Art. 33. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel est abrogé à l'exception de l'article 17 qui vise le droit d'inscription.

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 1997.

Art. 35. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 novembre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 97 — 184

[S - C - 96/29448]

4 NOVEMBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap om de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en industrieel ingenieur toe te kennen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, inz. op artikel 43;

Gelet op de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs inz. van het technisch en agrarisch hoger onderwijs van het lange type, inz. op artikel 3, § 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 maart 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 mei 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Zetel en samenstelling van de examencommissie

Artikel 1. Een examencommissie voor het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt opgericht; ze wordt gelast de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en industrieel ingenieur toe te kennen. De examencommissie wordt voor de 1^e cyclus ingedeeld per studiejaar en voor de 2^e cyclus in elk van de afdelingen of opties « industrieel ingenieur » en per studiejaar. De zetel van de examencommissie is in het arrondissement van het Brussels hoofdstedelijk gebied gelegen. De examencommissie mag eveneens proeven of examens met beraadslaging buiten dit arrondissement inrichten indien zulks nodig is.

Art. 2. De examencommissie bestaat uit :

1° de voorzitter en de ondervoorzitter;

2° de secretaris en de adjunct-secretaris;

3° leden.

Art. 3. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitter worden onder de leden van de inspectie van het hoger secundair onderwijs en van het hoger onderwijs buiten de universiteit of onder het bestuurspersoneel van de inrichtingen voor hoger onderwijs, in dienstactiviteit of op rust, gekozen

§ 2. De leden worden onder de leden van het onderwijzend personeel van het hoger onderwijs van het lange type, in dienstactiviteit of op rust, gekozen. Voor de helft worden zij onder de personeelsleden van het officieel onderwijs en voor de andere helft onder de personeelsleden van het vrij onderwijs gekozen. § 3. De secretaris en de adjunct-secretaris worden liefst onder de leden van de examencommissie en op voordracht van de voorzitter gekozen. Wanneer zij niet onder de leden van de examencommissie worden gekozen, hebben de secretaris en de adjunct-secretaris raadgevende stem.

Art. 4. De voorzitter, ondervoorzitter, secretaris, adjunct-secretaris en leden worden voor een periode van twee jaar benoemd door de minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

Art. 5. Voor elke examenzitting stelt de voorzitter de samenstelling vast van de in artikel 1, lid 2 bedoelde afdelingen en gelden de volgende regels :

1° de in artikel 2, 1° en 2° bedoelde leden zetelen in elk van de afdelingen van de examencommissie;

2° elk lid van de examencommissie dat gelast wordt kandidaten te ondervragen zetelt in de voor de in aanmerking genomen proef bevoegde afdeling;

HOOFDSTUK II. — Werking van de examencommissie

Art. 6. De voorzitter zorgt voor het regelmatig verloop van de examens en zit de beraadslagingen voor. Bij afwezigheid van de voorzitter of indien deze verhinderd is, wordt hij in de eerste plaats door de ondervoorzitter of in de tweede plaats door het oudste aanwezige lid vervangen.

Art. 7. De secretaris roept de kandidaten op en houdt de stukken en de notulen bij. Bij afwezigheid van de secretaris wordt hij door de adjunct-secretaris vervangen.

Art. 8. De examencommissie beraadslaat per afdeling of optie en per studiejaar, met gesloten deuren, over de resultaten van de examens en over elke vraag opgeworpen door de voorzitter of door minstens vijf leden. De aanwezigheid van de meerderheid van de aldus samengestelde commissie van de afdeling of van de optie is vereist om

te beraadslagen. Indien het vereiste quorum niet bereikt wordt op de eerste vergadering van de aldus samengestelde examencommissie, beraadslaat deze geldig op de tweede vergadering wanneer minstens 25% van haar leden aanwezig zijn. Het minimumaantal van de aanwezige leden mag in geen geval lager zijn dan vijf, met inbegrip van de voorzitter. De beslissingen worden bij meerderheid der stemmen van de aanwezige leden getroffen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend. Het lid van de examencommissie is slechts stemgerechtigd in de afdeling waarin hij zetelt indien hij er voor de in aanmerking genomen zitting kandidaten heeft ondervraagd.

Art. 9. Geen lid van de examencommissie mag een proef afnemen of aan een beraadslaging deelnemen of tot een beslissing bijdragen wanneer de kandidaat zijn (haar) echtgenoot (ote) of een bloed- of aanyerwant is tot en met de vierde graad. Indien de voorzitter in het in lid 1 bedoelde geval verkeert, wordt hij in de eerste plaats door de ondervoorzitter vervangen en in de tweede plaats door het oudste aanwezige lid.

Art. 10. De notulen van de vergaderingen worden in een register opgetekend. Ze worden door de voorzitter, de secretaris en de aanwezige leden ondertekend. De registers voor notulen vervangen de aanwezigheidsregisters. Deze archiefstukken worden door de algemene directie Hoger Onderwijs bijgehouden.

HOOFDSTUK III. — Inrichting van de examens

Afdeling 1 - Examenzittingen en toelatingsvoorwaarden.

Art. 11. Twee examenzittingen worden jaarlijks gehouden; het examen is het geheel van de proeven van eenzelfde studiejaar; de proef is het nagaan van de kennis voor een bepaalde materie. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, of diens afgevaardigde legt de datum en de gedetailleerde agenda van elke zitting vast.

Art. 12. Iedereen mag zich voor de examens aanmelden zonder onderscheid van de plaats waar hij (zij) heeft gestudeerd.

Art. 13. Niemand wordt toegelaten tot het eerste examen van de graad van kandidaat-industrieel ingenieur indien hij de vereiste voorwaarden niet vervult om tot het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan toegelaten te worden. Niemand wordt tot het tweede examen van de graad van kandidaat-industrieel ingenieur toegelaten indien hij niet door een getuigschrift rechtvaardigt dat hij sinds ten minste een academiejaar voor het eerste examen van deze graad geslaagd is. Niemand wordt tot het eerste examen van de graad van industrieel ingenieur toegelaten indien hij geen houder is van een diploma van kandidaat-industrieel ingenieur sinds ten minste één academiejaar. Niemand wordt tot het tweede examen van de graad van industrieel ingenieur toegelaten indien hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sinds ten minste een academiejaar geslaagd is voor het eerste examen van deze graad. De door een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde industriële hogeschool verdaagde examinandi kunnen zich niet meer in dezelfde zitting voor een examencommissie van de Franse Gemeenschap aanmelden. De door een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde industriële hogeschool geweigerde examinandi kunnen zich pas na één academiejaar voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap aanmelden.

Art. 14. Niemand mag zich meer dan viermaal inschrijven voor de proeven van eenzelfde examen van de examencommissie. De Minister of diens afgevaardigde mag echter, op gunstig advies van de beperkte examencommissie, bepaald in artikel 25, lid 3, een bijkomende inschrijving veroorloven voor de twee zittingen van eenzelfde studiejaar wanneer de ingeroepen uitzonderlijke omstandigheden zulks verantwoorden.

Afdeling 2 - Inschrijvingen

Art. 15. Een oproep tot de kandidaten wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. De inschrijvings-termijnen worden er vermeld.

Art. 16. De inschrijvingsaanvragen worden schriftelijk en als aangetekende brief gezonden aan de Directeur-generaal van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek; geen enkele inschrijvingsaanvraag wordt buiten de gestelde termijn aanvaard.

Art. 17. De inschrijvingsformulieren worden bezorgd op gewone aanvraag, gericht aan de Algemene Directie van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 18. Bij de inschrijving moeten de examinandi de volgende stukken of de volgende inlichtingen voorleggen :

- 1° een behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend inschrijvingsformulier.
- 2° een uittreksel uit de geboorteakte;
- 3° het origineel van het betalingsbewijs van het inschrijvingsgeld;
- 4° het leerplan van een door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogeschool, waarover de examinandus wenst ondervraagd te worden;
- 5° de juiste vermelding van het studiejaar en van eventuele keuzevakken waarover het examen zou worden afgelegd;
- 6° voor de examinandus van de eerste proef van de kandidatuur, het eensluidend verklaard afschrift van het of de bij artikel 12, lid 1 vermeld(e) bewijs(zen) of bij ontsfentenis ervan één of meer voorlopige attesten, met dien verstande dat de beraadslaging betreffende de examinandus pas zal plaatsvinden na voorlegging van de bekwaamheidsbewijzen, behoorlijk gehomologeerd door de commissie bedoeld bij de artikelen 9 en 10 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, of van het officieel attest van gelijkwaardigheid van in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijzen. Voor de examinandus voor de proeven van de volgende jaren, het eensluidend verklaard afschrift van het getuigschrift waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor de proef over de leerstof van het vorige studiejaar.
- 7° een attest van drie weken stage (vijftien werkelijk volbrachte dagen) voor de kandidaten voor het examen van 2e kandidatuur of van het 2e jaar van de tweede cyclus;

8° het afschrift van een identiteitsstuk; Bij het afleggen van de eerste proef wordt het voorleggen van het oorspronkelijk document vereist en voor de buitenlandse examinandi het oorspronkelijk stuk van het visum of van de geldige verblijfsvergunning;

9° exemplaren van de scriptie of van het werk van studieëinde dat door de examinandus die voor het tweede examen voor de graad van industrieel ingenieur ingeschreven werd, zal worden verdedigd. Elk jaar bepaalt de Minister of diens afgevaardigde het aantal en de termijn binnen welke de in lid 1, 9° bedoelde documenten aan de examencommissie moeten worden bezorgd

Afdeling 3 - Stof van het examen.

Art. 19. De stof van het examen is de leerstof van het programma van het lopende academiejaar van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde industriële hogeschool, dat door de examinandi gekozen werd.

Afdeling 4. - Verloop van de proeven.

Art. 20. De voorzitter opent en sluit de zitting, bepaalt de regeling van de werkzaamheden, roept de leden bijeen en treft alle maatregelen voor het verloop van de examens. De voorzitter kan zijn bevoegdheid tot bijeenroeping aan de secretaris overdragen.

Art. 21. De voorzitter bepaalt de stof die tot een schriftelijk proef of tot een mondelinge proef aanleiding geeft.

Art. 22. De schriftelijk proeven hebben plaats met gesloten deuren. De examinandi staan onder toezicht van door de voorzitter aangestelde leden en mogen niet in communicatie treden met elkaar of met de buitenwereld. Het schriftelijk werk mag geen aanwijzing bevatten waardoor de examinandus kan worden geïdentificeerd. Het verbeteren en beoordelen, in gemeenschappelijk overleg van de schriftelijk werken wordt door de voorzitter opgedragen aan een gelijk aantal leden van het officieel en het vrij onderwijs.

Art. 23. De mondelinge proeven worden in het openbaar afgenomen.

Art. 24. De examencommissie verdaagt of wijst onmiddellijk de examinandi of bij vastgesteld bedrog tijdens de eerste zitting; in hetzelfde geval wijst ze hem tijdens de tweede zitting af.

Afdeling 5 - Bekrchtiging van de examens.

Art. 25. Er wordt een proces-verbaal van de uitslag van de beraadslaging opgemaakt. Dit proces-verbaal vermeldt de graad van verdienste van de examinandus; het bevestigt dat de reglementsbepalingen betreffende de openbaarheid van het examen en de studieduur nageleefd werden. Het wordt in het openbaar voorgelezen. In geval van betwisting betreffende een materiële vergissing moet de voorzitter of zijn gemachtigde ten hoogste vier werkdagen na de openbare proclamatie van de uitslagen in kennis gesteld worden en roept hij dan een beperkte examencommissie bijeen bestaande uit de voorzitter, de secretaris en twee leden van de commissie die beraadslaagde, met name een lid uit het officieel onderwijs en een lid uit het vrij onderwijs. Die beperkte commissie spreekt zich binnen 48 uur over de betwisting uit.

Art. 26. § 1 Examinandi die niet op bevredigende wijze geantwoord hebben worden door de examencommissie verdaagd of afgewezen tijdens de eerste zitting, afgewezen tijdens de tweede zitting. De verdaagde examinandus mag zich voor de tweede zitting aanmelden. De geweigerde examinandus kan zich eerst na afloop van een academiejaar weer aanmelden.

§ 2 De examinandus die regelmatig ingeschreven werd voor een examen zitting en niet alle proeven aflegt waarvan hij niet werd vrijgesteld, wordt afgewezen. Indien hij tijdens de eerste zitting een verhinderingsreden inroept die de examencommissie geldig acht, wordt hij verontschuldigd en met de zonder vrijstelling verdaagde examinandi gelijkgesteld.

Art. 27. Op bevredigende wijze antwoorden de examinandi die de helft van de punten in elke materie en 60% van de punten voor het totaal hebben verkregen. De examencommissie beraadslaagt collegiaal en soeverein over het welslagen, de verdagging of de afwijzing van de andere examinandi, alsmede over de toekenning van de vermeldingen. Bedoelde vermeldingen zijn: op voldoende wijze, met onderscheiding, met grote onderscheiding of met de grootste onderscheiding. Ze worden over het algemeen verkregen indien de examinandus een globale uitslag behaalt van respectievelijk zestig, zeventig, tachtig of negentig ten honderd van het totaal der examenpunten.

Voor de bepaling van de examenuitslag legt de examencommissie een wegingscoëfficiënt vast voor elke proef; deze coëfficiënten worden aan de examinandi voor het begin van de zitting meegedeeld.

Art. 28. In geval van welslagen in België of in het buitenland voor één of meer jaren hoger onderwijs mag de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, of diens gemachtigde, vrijstelling verlenen van proeven na advies van de Inspectie Hoger Onderwijs. Voor de tweede zitting mag de examencommissie de examinandus die ze verdaagt, vrijstellen van de proeven waarvoor hij met ten minste 60% van de punten geslaagd was, voor zover de examinandus deelnam aan de gezamenlijke proeven van de eerste zitting en hetzelfde programma voorlegt. De examencommissie mag van sommige proeven de kandidaat vrijstellen die, na mislukking voor de examencommissie, zich het eerstvolgende jaar weer inschrijft om er hetzelfde studiejaar voor te leggen, binnen de onderstaande perken en voorwaarden:

1° de examinandus moet minstens de proeven van een volledige zitting hebben afgelegd, behalve vrijstelling verleend voor bepaalde proeven, en ten minste 50% van de punten behaald hebben voor het totaal;

2° de examinandus moet hetzelfde programma voorleggen;

3° de cijfers die behaald werden voor de proeven die het voorwerp zijn van een vrijstelling, moeten minstens gelijk zijn aan 12/20;

4° het gewicht van de punten waarvoor een eventuele vrijstelling wordt verleend mag het vierde van het totaal van de examenpunten niet overschrijden.

Art. 29. De diploma's worden gesteld op de wijze bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort. Ze vermelden de vakken van het examen en bevestigen dat de reglementen inzake studieduur en openbaarheid van de examens nageleefd werden. Ze worden door de leden ondertekend en bevestigen dat de examinandus het examen afgelegd heeft op voldoende wijze, met onderscheiding, grote onderscheiding of de grootste onderscheiding.

Art. 30. Een uittreksel uit het register van de beraadslagingen, waaruit blijkt dat een diploma uitgereikt werd, kan bekomen worden op voorlegging van het ontvangstbewijs van de storting van F 250 op de rekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 31. De leden van de examencommissie ontvangen als vacatiegeld:

1° de voorzitter en de ondervoorzitter: F 225 per dag

2° de secretaris en de adjunct-secretaris: F 200 per dag

3° de leden: F 165 per dag.

Als de dag meer dan zes uur duurt, wordt elk overuur als volgt bezoldigd :

- 1° voor de voorzitter en de ondervoorzitter : F 45.
- 2° voor de secretaris en de adjunct-secretaris : F 40.
- 3° voor de leden : F 30.

Art. 32. Het bedrag van de vergoedingen verschuldigd aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden voor reis- en verblijfkosten wordt respectievelijk berekend overeenkomstig het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en het koninklijk besluit d.d. 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen voor verblijfkosten van het personeel van de ministeries, met dien verstande dat hun administratieve standplaats de plaats blijft waar zij de betrekking bekleden, vereist bij artikel 3 van dit besluit, en dat zij geacht worden ingedeeld te zijn in rang 14.

Het begrip administratieve standplaats is niet van toepassing op de optuiggestelde personeelsleden.

Art. 33. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en van industrieel ingenieur wordt opgeheven met uitzondering van artikel 17 dat het inschrijvingsrecht betreft.

Art. 34. Dit besluit treedt op 1 januari 1997 in werking.

Art. 35. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 november 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE - DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 97 - 185

IC - 96/33119

21. OKTOBER 1996. - Programmdekret zur Infrastruktur (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I - Allgemeines

Artikel 1 - Insofern dies nicht durch andere Dekrete vorgesehen ist, kann die Regierung bezüglich der Bezuschussung von Infrastrukturvorhaben für alle oder für bestimmte sachliche Zuständigkeitsbereiche allgemeine Höchstbeträge und Höchstbeträge pro Maßeinheit als Zuschußgrundlage für Infrastrukturzuschüsse festlegen. Dabei kann sie die Höchstbeträge auch nach bautechnischen Gesichtspunkten differenzieren.

Die im ersten Absatz vorgesehenen Erlasse der Regierung sind auf die Vorhaben nicht anwendbar, für die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Erlasses bereits eine definitive Zusage für die Gesamtheit eines Vorhabens oder für einen Teil eines in Lose aufgliederten gleichen Vorhabens vorliegt.

Art. 2 - § 1 - Die Regierung kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel Infrastrukturvorhaben, die auf eine alternative Weise finanziert werden, bezuschussen.

§ 2 - Unbeschadet anderslautender dekretaler Bestimmungen können Instandsetzungs- oder Umbauarbeiten, die dringend erforderlich sind, vor der Erteilung der definitiven Zusage ausgeführt werden.

Die Regierung legt die Bedingungen fest, unter denen die in Absatz 1 angeführten Arbeiten als dringend erforderlich zu betrachten sind.

Art. 3 - Wenn zwei Jahre nach der Zustellung der definitiven Zuschußzusage für ein Infrastrukturvorhaben die Bauarbeiten nicht nachweislich begonnen haben und nicht einen finanziellen Umfang von mindestens 20 % der der Regierung gegenüber veranschlagten Kosten erreicht haben, verfällt die Zusage für das Vorhaben, und die Deutschsprachige Gemeinschaft ist ab diesem Zeitpunkt für das betreffende Vorhaben von jeder Zuschußzahlung entbunden, es sei denn, die Regierung trifft in begründeten Ausnahmefällen eine andere Entscheidung.

(1) Sitzungsperiode 1996-1997

Dokumente des Rates: 45 (1995-1996) Nr. 1 Dekretvorschlag

45 (1995-1996) Nr. 2 Abänderungsvorschlag

45 (1995-1996) Nr. 3 Gutachten des Staatesrates (+ Erratum)

45 (1995-1996) Nr. 4 Abänderungsvorschläge

45 (1996-1997) Nr. 5-9 Abänderungsvorschläge

45 (1996-1997) Nr. 10 Bericht (+ Erratum)

45 (1996-1997) Nr. 11-12 Abänderungsvorschläge zu dem vom Ausschuß angenommenen Text

Ausführlicher Bericht: Diskussion und Abstimmung - Sitzung vom 21. Oktober 1996